

Défendons les peuples contre les impérialismes !

Il y a deux ans, la Russie lançait une guerre d'invasion brutale contre l'Ukraine. Enchaînant les crimes de guerre, l'armée russe a massacré des civils et bombardé massivement des villes ukrainiennes, pour tenter d'intégrer l'Ukraine dans « l'espace » dominé par la Russie...

Au-delà des millions de réfugiés et de déplacés, des dizaines de milliers de victimes civiles et de soldats ukrainiennes ont déjà payé le prix de cette guerre. Les annexions illégales et les crimes de guerre se multiplient : russification forcée d'enfants et des territoires occupés, pluies de missiles sur les infrastructures... La Russie de Poutine utilise quant à elle ses prisonniers et populations pauvres comme chair à canon.

Soutenir la résistance populaire ukrainienne

Nous sommes totalement solidaires du peuple ukrainien. Les troupes russes doivent quitter l'ensemble du territoire ukrainien, et chaque région ukrainienne doit pouvoir faire valoir son droit démocratique à l'autodétermination. Les sanctions économiques doivent être renforcées contre l'oligarchie au pouvoir en Russie, la dette ukrainienne doit être annulée et le peuple ukrainien doit recevoir des aides financières et les armes pour protéger ses vies, ses infrastructures et ses droits.

Nous soutenons particulièrement la gauche ukrainienne qui continue à lutter pour les droits sociaux remis en cause par le gouvernement Zelensky, sous la pression des grandes puissances occidentales. Ces politiques néolibérales, mais aussi la répression politique contre la gauche, affaiblissent la résistance populaire ukrainienne.

>>> suite page 3 >>>>

Rouge Émeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°136
6 mars
2024

UNI.E.S pour les droits des femmes

Ce vendredi 8 mars, comme partout dans le monde, nous appelons les femmes à la grève du travail, des tâches domestiques, de la consommation.

Parce que seules les actions visibles de toutes et tous pourront faire bouger la société et les gouvernements pour enfin obtenir l'égalité dans le respect de nos différences.

SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES DU MONDE ENTIER !

Solidarité avec celles qui font face à des bombardements massifs, à l'exode, sont victimes de viols de guerre, peinent à nourrir leur famille et elles-mêmes. Solidarité avec toutes celles qui se défendent farouchement pour recouvrer leur liberté et leurs droits.

POUR L'ÉGALITÉ SALARIALE ET DE CARRIÈRE

Les inégalités salariales, les bas salaires et désormais l'inflation dégradent les conditions de vie. Les femmes représentent 62% des bénéficiaires des banques alimentaires et figurent parmi les 9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté et parmi les 300.000 personnes qui vivent dans la rue. Les femmes, notamment les mères isolées, sont particulièrement impactées par la vie chère, elles occupent des emplois mal rémunérés, sont souvent percutées par la précarité et le temps partiel imposé et touchent un salaire en moyenne 1/4 inférieur à celui des hommes. Les femmes, dont les retraites sont 40% inférieures à celles des hommes, sont et seront encore plus impactées par la dernière réforme.

POUR DES SERVICES PUBLICS AU SERVICE DE NOS BESOINS

L'idéologie libérale vise à casser et à privatiser les services publics : hôpital, école, EHPAD, logement. Ce sont les femmes qui compensent la carence des services publics en demeurant auprès des enfants, des plus âgés et des malades, ceci au détriment de leur carrière, de leur autonomie financière et parfois de leur santé. Elles assument la grande majorité des tâches domestiques et d'éducation des enfants. Elles portent une charge mentale les obligeant à devoir constamment tout planifier.

POUR LA RECONNAISSANCE DES SPECIFICITÉS DES FEMMES EN MATIÈRE DE SANTÉ

Les maladies telles que l'endométriose doivent être reconnues comme un handicap et une affection longue durée et les jours de carence, double peine pour les travailleuses et travailleurs, doivent être supprimés.

La liberté de disposer de son corps doit être affirmée avec la gratuité des moyens de contraception et l'ouverture de centres IVG, de centres de santé sexuelle et de maternités à proximité. La récente inscription de la liberté d'avortement dans la Constitution est une avancée. Encore faut-il qu'elle soit une réalité au moment la crise hospitalière réduit de fait l'accès à cette liberté par la fermeture de service.

STOP AUX VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES ÉDUCATION À L'ÉGALITÉ

#MeToo est partout, dans tous les milieux, mais l'impunité persiste : seulement 1% des viols sont condamnés, les violences obstétricales et gynécologiques restent impunies et 134 féminicides ont été officiellement recensés en 2023.

Il faut une vraie politique visant à défendre les femmes, minorités de genre et enfants. Des sanctions pour toutes les entreprises et établissements dépourvus de plan de prévention des violences sexistes et sexuelles et des dispositifs de signalement doivent être mis en place.

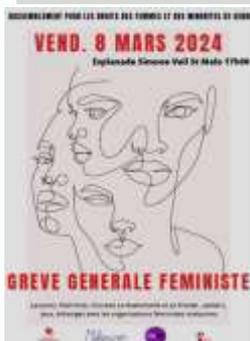
Pour endiguer les violences patriarcales, il faut aussi mettre en place une éducation non sexiste, une éducation au consentement et à l'égalité.

Saint-Malo, vendredi 8 mars - 17h

RASSEMBLEMENT

Esplanade Simone Veil

Organisation: Planning familial,
Malouines, Nous Toutes,
Ligue des Droits de l'Homme



Elections européennes: Une occasion de campagne unitaire manquée

Après trois rencontres, La France Insoumise a rejeté la proposition du NPA de faire liste et campagne communes pour les élections européennes, au motif que « nos discussions [auraient] fait émerger une série de désaccords [...] trop importants pour garantir notre capacité commune à mener une campagne cohérente ».

Au titre de ces désaccords, LFI pointe « une divergence importante à propos de la perspective d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, sujet qui sera un des principaux thèmes de la future campagne des européennes », reprochant au NPA de ne pas être « contre ». Franchement, faire de cette question un enjeu central de la prochaine campagne européenne est ridicule: la sanctuarisation des frontières, fussent-elles celles de l'UE, ne peut protéger des agressions impérialistes russes. Par contre, celle-ci alimente le repli nationaliste et renforce les courants réactionnaires. De plus et sans faire de cette question une ligne de clivage, nous ne voulons pas être celles et ceux qui tiennent fermée à clé la porte de l'UE, alors que la gauche sociale et politique ukrainienne cherche des points d'appui dans la lutte contre Poutine et le néolibéralisme imposé par le pouvoir ukrainien et les grandes puissances. Aussi, et parce que nous n'avons aucune illusion sur la nature capitaliste de l'Union européenne, nous avons recherché un compromis avec les dirigeants de LFI. Réponse: un diktat à devoir fermement et clairement nous engager dans cette campagne commune « contre l'adhésion de l'Ukraine » à l'UE.

Pourtant, on apprendra par la suite que la ligne rouge tracée par LFI n'en est pas une ! Dans les discussions avec Génération.s en vue d'un accord, cette question était totalement absente du projet de protocole (Génération.s étant globalement favorable à cet élargissement de l'UE). Par ailleurs, il est évident que si, comme le défendait LFI, il y a quelques semaines, une liste de l'ensemble de la Nupes conduite par EELV avait vu le jour, sa position n'aurait de toute façon pas pu être celle qu'exige aujourd'hui LFI...

Les appréciations divergentes de nos deux organisations sur cette question de l'Ukraine ne sont donc, de la part de LFI, qu'un faux prétexte pour ne pas conclure un accord électoral.

Les vraies raisons sont à chercher ailleurs. Mais sur quelles bases programmatiques ? Rappelons, en effet, que le NPA avait accepté de faire liste et campagne communes sur la base du programme électoral antilibéral de la Nupes, considérant que celui-ci—qui n'est pas le nôtre—constituait néanmoins une rupture partielle avec le système capitaliste, les principales forces de « la gauche » de gestion du système étant par ailleurs absentes de l'alliance.

Dans le contexte de la menace de l'extrême-droite et après l'explosion de la Nupes, la constitution d'une liste de rassemblement de la gauche de combat, celle qui se retrouve sur les terrains des luttes sociales, internationalistes, antiracistes, féministes, antifascistes..., nous semblait une bonne occasion de faire émerger **une nouvelle perspective politique radicale et unitaire.**

C'est loupé et c'est regrettable !

En la circonstance, la direction de LFI n'a pas pris ses responsabilités pour initier le rassemblement nécessaire que rend pourtant urgent la poussée ultra-réactionnaire et fascisante à l'échelle européenne.

Le NPA et ses comités n'en continueront pas moins à défendre l'idée d'un regroupement unitaire et radical dans les urnes comme dans la rue avec toutes les forces — y compris LFI —, et avec toutes celles et ceux qui sont orphelins d'une gauche de combat qui dépasse largement nos rangs.

DB

L'EPR de Flamanville, cathédrale maudite de l'industrie nucléaire

Depuis 2007, sur le chantier de l'EPR de Flamanville, les anomalies, les malfaçons et les erreurs de conception se sont multipliées. Les aciers du couvercle et du fond de cuve sont non conformes et un nouveau couvercle exigé par l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) devra remplacer celui défectueux.

Les problèmes dus aux défauts de conception de la cuve rencontrés sur les 2 EPR de Taishan (R.P. Chine) pourraient se reproduire à Flamanville. EDF envisage d'ailleurs, sous deux ans, de modifier la conception de sa cuve neuve !

Dans ces conditions, il est insensé de prendre le risque de démarrer ce réacteur qui a vocation à servir à la validation du programme des 6 premiers EPR2 dont les 2 de Penly.

L'ASN doit prendre ses responsabilités et refuser de donner l'autorisation de mise en service d'une puissante machine qui menace la sécurité des habitants du Cotentin et bien au-delà, dans notre région malouine donc !

Non au démarrage du réacteur nucléaire EPR de Flamanville, non à la relance du nucléaire !

A l'appel de la Coordination Antinucléaire, relayée ici par nos ami.es du Collectif Sortir du Nucléaire du pays Saint-Malo,



MANIFESTATION

SAMEDI 23 MARS à 14h à CAEN

RDV devant l'ASN (1 rue du Recteur Daure) pour dire

**NON à l'autorisation
de mise en service de l'EPR de Flamanville.**

(possibilité de départ collectif à partir de Plouer —réservation sdnnpaysdest-malo@gmail.com; si plus de places, covoiturage envisageable au départ de Saint-Malo, nous contacter par npasaintmalo@gmail.com)



N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, ami.es, à visiter notre page facebook: <https://www.facebook.com/rpasaintmalo>
Et nos sites web départementaux et nationaux <https://www.anticapitaliste-35.org/> <https://nouveauantipartialcapitaliste.org/>



POUR PRENDRE DATE

- **21 mars**, rassemblement dans le cadre de la journée internationale contre le racisme et le fascisme, à l'initiative de la **coordination Le Monde d'Après**
- **13 avril**, fête du NPA 35 à Rennes (Carrefour 18)
- **18 et 19 mai**, arrivée de la marche de solidarité avec les exilés et les précaires, **Etonnant Voyage** à Saint-Malo.

>>> suite de la page 1 >>>>

Combattre le régime ultra autoritaire de Poutine

En Russie, Poutine emprisonne les opposantEs... quand il ne les assassine pas, comme c'est le cas d'Alexei Navalny (même si nous ne partageons pas ses positions nationalistes et racistes, son soutien à l'annexion de la Crimée). Des centaines de ses partisanEs ont été arrêtéEs pour avoir osé manifester leur colère face à cet assassinat.

Notre solidarité va à celles et ceux qui, au sein de la fédération de Russie, combattent la guerre, la corruption de l'oligarchie russe qui tient les rênes du pouvoir politique et économique et résistent au régime de plus en plus fascisant de Poutine. C'est le cas de la gauche russe, ainsi que de personnalités comme le politologue et sociologue marxiste Boris Kagarlitsky, condamné à une peine de cinq ans de prison, notamment pour avoir pris position contre la guerre en Ukraine.

De l'Ukraine à la Palestine, l'occupation est un crime

Les grandes puissances membres de l'OTAN veulent tirer de la guerre en Ukraine le plus grand profit possible et globalement préserver leur « sphères d'influence » sur les dos des peuples. Dans un



Katya Gritseva, jeune artiste ukrainienne membre de Sotsialny Rukh

contexte où la Russie et la Chine contestent l'hégémonie occidentale mais n'y opposent aucune alternative progressiste, la course aux armements et la surenchère militariste, en Ukraine comme ailleurs, sont lourdes de dangers pour l'ensemble de l'humanité. De surcroît, Macron vient d'y ajouter sa touche va-t-en guerre en déclarant ne pas exclure d'envoyer des troupes au sol en Ukraine !

Il faut dénoncer les discours hypocrites des États-Unis ou de l'Union européenne qui prétendent défendre « la démocratie » en Ukraine contre l'occupation russe... et soutiennent l'État d'Israël dans sa politique génocidaire à Gaza. Ainsi la Cour internationale de justice a souligné le risque de génocide à Gaza, où plus de 30 000 GazaouiEs ont été assassinéEs. Et Netanyahu annonce qu'il veut finir le travail à Rafah où 1,8 million de PalestinienNEs sont réfugiéEs dans des conditions épouvantables !

Cela rend d'autant plus urgent et nécessaire de développer concrètement la solidarité : peser sur nos gouvernements pour les forcer à infléchir leur politique (notamment en manifestant le plus massivement possible), participer aux campagnes comme BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) contre l'État d'Israël ou aux réseaux solidaires de la résistance ukrainienne, aider les populations victimes des guerres et soutenir les forces de résistance armées et non armées.

Tout l'inverse des actes du gouvernement français qui tout en appelant (au bout de 2 mois de massacres !) à un cessez-le-feu à Gaza, n'en continue pas moins à livrer les armes les plus sophistiquées à Israël...

Mayotte : l'impasse coloniale

À Mayotte, les mesures répressives restent inefficaces et nourrissent les violences. La suppression du droit du sol ne dérogera pas à ce constat. La solution serait un investissement social à l'échelle de l'archipel.

Mayotte est restée française parce que quelques dizaines de planteurs ont convaincu les « grands notables » en utilisant les différends existant dans l'archipel des Comores. Une propagande intensive parmi la population accompagnée d'une répression contre les indépendantistes a fait le reste.

Le tout-répressif

Cela a permis à la France de maintenir sa position stratégique sur le canal du Mozambique. Mais ce succès apparent revient comme un boomerang en s'accompagnant de crises successives démontrant la précarité de cette architecture.

Pour les MahoraisEs, la départementalisation de leur île revêtait un double objectif : signer l'impossibilité d'un retour vers les Comores et garantir l'accès privilégié aux ressources au détriment des étrangerEs. L'immigration est vue comme la cause des problèmes, au demeurant réels, que sont l'insécurité et la misère sociale. Quoiqu'en disent les MahoraisEs, la délinquance n'est pas l'apanage des étrangerEs. En revanche ce qui est nouveau, c'est l'apparition de **bandes de jeunes** qui se livrent à des actes de violence parfois gratuits. Ce phénomène est nourri par l'arsenal juridique spécifique de Mayotte tel que l'absence de commission du titre de séjour ou de recours contre les obligations de quitter le territoire français (OQTF). Aussi les ComorienNEs expulséEs précipitamment laissent derrière eux leurs enfants. Comme les aides sociales pour mineurEs isoléEs ont été aussi supprimées, ces derniers n'ont d'autres choix que de se regrouper et tenter de survivre par tous les moyens. Ainsi existent des villages entiers composés de jeunes livréEs à eux-mêmes sans aucune perspective.

Le paradoxe

Les ComorienNEs viennent à Mayotte parce que le territoire est six fois plus riche que le leur et non pour un hypothétique accès à la nationalité française de leur progéniture. Possibilité d'autant plus aléatoire que la loi de 2018 impose que les parents soient sur place et en situation régulière depuis plus de trois mois. Une loi qui d'ailleurs n'a eu aucun effet sur les flux migratoires.

Les MahoraisEs se sont mis dans une impasse coloniale. En militant pour que l'île devienne un département français, ils ont eux-mêmes accepté d'abandonner, au moins formellement, un mode de vie ancestral. Dans le même temps, l'objectif de vivre selon les standards de la métropole s'est avéré largement hors de portée. Mayotte est le département français, et de loin, le plus pauvre. En exigeant plus d'investissements sociaux de la part de la métropole, les Mahorais augmentent aussi paradoxalement l'attraction de leur île pour les ComorienNEs. La succession de mesures répressives prises par l'État français n'arrive pas à juguler cette immigration.

Prendre en compte l'archipel

À terme, le risque est de voir se développer un conflit que l'on ne peut certainement pas qualifier d'éthnique puisque MahoraisEs et ComorienNEs sont un seul peuple. Pourtant, sur l'île se répand une violence verbale : les étrangerEs sont comparés à des cafards et deviennent les responsables de tous les malheurs qui surviennent. Salime Mderre, vice-président du Conseil départemental, déclare à propos des jeunes ComorienNEs « à un moment donné, il faut peut-être en tuer ».

La solution n'est certainement pas, comme le propose Darmanin, la suppression du droit du sol. Elle ne fera qu'alimenter la machine à créer des sans-papierEs et légitimer la haine. Trouver une solution viable et juste n'est pas chose aisée. Une piste serait, non de concentrer toute la richesse (bien relative par rapport à la métropole) sur Mayotte mais de la répartir sur l'archipel de telle sorte que l'ensemble des ComorienNEs puissent accéder à des structures hospitalières convenables et à une offre d'éducation pour l'ensemble des jeunes. Permettre un développement économique de Mayotte qui puisse bénéficier aux trois autres îles atténuerait le conflit fratricide d'un peuple en proie au tourment d'une erreur historique.

Paul Martial (L'Anticapitaliste n°696)

BREVES DE PONTONS

ECHEC AUX FACHOS DANS LE PAYS MALOUIN MOBILISATION ANTIFASCISTE EN BRETAGNE

Samedi 24 février, le parti de Zemmour organisait à Dol-de-Bretagne un rassemblement pour mettre la pression sur les élu.es locaux afin de les contraindre à annuler l'ouverture prochaine d'un centre d'accueil pour mineurs étrangers non accompagnés.

En 24h, une mobilisation locale anti-extrême droite s'est organisée. Celle-ci s'est traduite très positivement.

- d'un côté, une quarantaine de « zemmouriens » présents, dont 15 néo-nazis de l'Oriflamme de Rennes. Pas de figure nationale.
- de l'autre, 250 contre manifestants, habitants de Dol et des communes proches, maires et élus locaux, militant.es rennais, malouins, dinannais...De nombreuses organisations étaient représentées: assos de soutien aux migrants, LDH, CGT, FSU, Solidaires, FO,...et sur le plan politique PS, LFI, NPA, RP, UDB, Verts, antifas rennais.

Un important dispositif policier a d'abord facilité le rassemblement des fachos devant le futur centre en bloquant l'accès à la gare et à la rue aux contre-manifestant.es. Puis, il a repoussé l'extrême droite, permettant à la contre-manif d'arriver à son tour devant le centre et de tenir plusieurs prises de parole.

Une réaction rapide, unitaire et très saine des antiracistes et antifascistes de la région qui ont tiré les leçons de Saint-Brévin et de Callac mais qui restent cependant vigilant.es pour la suite..

Un Front commun contre l'extrême-droite et le fascisme dans les Côtes d'Armor organise solidairement avec 70 organisations politiques, associations, collectifs, commerces et lieux de culture bretons, une

Manifestation régionale contre l'extrême-droite et pour la justice sociale à Saint Briec le dimanche 21 avril 2024

Les comités bretons du NPA participeront et appellent à cette initiative unitaire. Plus de détails dans nos prochains numéros.

« Réarmer l'école », en fermant des classes

Dans sa déclaration de politique générale, le Premier ministre disait « sur l'école (...) il faut partir de la réalité des faits. Pas besoin des études internationales pour cela. Que nous disent les parents, les grands-parents d'élèves ? Que ces dernières décennies, le niveau a baissé. »...Admettons.

Mais dans la pratique, sur le terrain, que fait l'administration de l'Education Nationale en ce mois de février 2024? Elle poursuit sa politique de **casse du service public de l'éducation**.

Ainsi et pour ne parler que du pays malouin, c'est pas moins de **9 fermetures définitives** et de **9 fermetures conditionnelles de classes maternelles et primaires** qui sont programmées pour la rentrée prochaine !

Hisser haut la solidarité avec le peuple palestinien !

Bien que le maire de Saint-Malo n'ait pas daigné répondre à la demande de placer le drapeau palestinien aux cotés de celui de l'Ukraine (demande qu'ont formulé par écrit nos ami.es de l'Association France Palestine Solidarité du pays malouin), les couleurs de la Palestine ont cependant été hissées vendredi dernier près de la médiathèque.

Cet acte symbolise la détermination et la constance de la cinquantaine de militant.es qui chaque semaine depuis la fin octobre se rassemblent pour exprimer leur colère face aux horreurs commises au Proche Orient, face à la duplicité des gouvernements occidentaux, dont la France, qui en parole se déclarent pour le cessez-le-feu mais en fait demeurent un soutien et même un complice d'Israël par leurs livraisons d'armes.

Cet acte exprime leur solidarité active avec le peuple palestinien, massacré et menacé de génocide.

Comme chaque vendredi soir à 18h30—RASSEMBLEMENT face à la gare SNCF de Saint-Malo

TIMAC Agro condamné pour ses rejets d'ammoniac et d'azote dans l'atmosphère et dans les eaux pluviales

Le tribunal de Brest (compétent en matière d'atteintes à l'environnement) a condamné le 22 février la société TIMAC Agro à verser à chacune des 3 associations environnementales, France Nature Environnement, Bretagne Vivante et Eaux & Rivières de Bretagne, 25.000 € d'indemnités pour « atteinte aux intérêts collectifs » que celles-ci défendent en matière de lutte contre les pollutions et de protection de l'environnement.

Ont été ainsi condamnés des rejets d'ammoniac dans l'atmosphère dépassant de manière récurrente et particulièrement importante les normes réglementaires (parfois de 5 à 10 fois plus que les valeurs autorisées !), ceci sur les deux sites exploités localement par TIMAC Agro (quai intérieur du port et zone industrielle) et pour la période comprise entre 2018 et 2022. Le jugement rappelle que les émissions d'ammoniac, de par leur redéposition assez rapide sur le sol, participent à l'eutrophisation des rivières et du littoral. De plus, dans sa décision, le juge ajoute que l'ammoniac « constitue un précurseur des particules fines dont la nocivité n'est plus à démontrer » et que les « concentrations [de ce gaz] mesurées sont susceptibles d'avoir des effets sur les êtres humains aussi bien pour les expositions aiguës que chroniques. ».

Sont également pointés en 2019, sur l'usine de la zone industrielle, des rejets d'eaux pluviales avec une forte concentration en azote qui ont été envoyés à la station d'épuration alors qu'ils auraient dû être évacués comme un déchet.

Au delà de la sanction infligée, somme toute modique à l'échelle du chiffre d'affaires d'une société appartenant à un groupe multinational, le jugement du tribunal de Brest a l'intérêt majeur de mettre l'éclairage sur le « **non-respect des conditions d'exploitation d'une installation classée** », donc de **déconstruire l'image vertueuse que veut renvoyer la Timac et ses dirigeants**, par ailleurs soutenus par certains élu.es et haut-fonctionnaires locaux. A noter, que les associations environnementales impliquées dans l'action contre les pollutions du site TIMAC de Tonmay-Charente ont eu, et pour les mêmes motifs, également gain de cause. Comme quoi l'attitude pour le moins négligente voire irresponsable de cet industriel vis-à-vis de la maîtrise de ses rejets est une caractéristique générale de son management.

Le jugement de Brest constitue assurément **un point d'appui pour les combats à venir**. Et il en reste !

Il importe en effet de mettre un terme au plus vite à une sorte de complaisance dont bénéficient les sociétés de ce groupe de l'agro-industrie de la part des pouvoirs publics, ne serait-ce que dans les prescriptions des arrêtés censés contrôler l'impact de leurs activités sur l'environnement et sur la santé des riverains de leurs sites.

C'est le moins qu'on puisse faire dans ce système, capitaliste et productiviste qui n'a cure de prendre soin de la planète et de celles et ceux qui la peuplent...et d'agir pour en sortir au plus vite.

Pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin:

npsaintmalo@gmail.com

